

La Voix des Travailleurs

Bulletin du groupe communiste trotskiste **La Lutte**

9 septembre 2022

« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous » - Karl Marx

Stib

Grande-Bretagne : les travailleurs ne se laissent pas faire

La classe ouvrière anglaise subit de plein fouet les effets de l'inflation. Les spéculations liées à la guerre en Ukraine s'ajoutent aux effets catastrophiques du Brexit pour les travailleurs. Des études estiment qu'un million de personnes de plus seraient poussées dans la pauvreté cet hiver, incapables d'assumer l'augmentation de 80% des factures d'électricité et une inflation générale de plus de 13%.

Que ce soit le Labour (socialiste) ou les Tories (libéral), les gouvernements successifs n'ont eu de cesse de démanteler les services publics depuis 30 ans : privatisation des transports ferroviaires, sous-financement des hôpitaux, etc. Cela fait que les services de base, comme simplement se rendre à son travail, sont inefficaces et chers ; il faut des mois pour avoir rendez-vous chez un médecin, ou alors passer chez un privé qui coûte plusieurs fois le prix. Cela fait aussi que les filets de sécurité n'existent pas et que les travailleurs qui ont un bas salaire ou qui n'ont droit qu'au chômage se retrouvent dans des situations de misère noire, contraints de vendre leurs meubles pour payer leurs factures.

Face à ça, les travailleurs anglais ont réagi.

Les 2000 dockers du port de Felixstowe, le plus important port marchand du Royaume Uni, ont fait une semaine de grève, du jamais vu depuis plus de 30 ans. Alors que leur entreprise a distribué 45 millions d'euros aux actionnaires, les dockers n'ont pas accepté l'indexation de 7% de leurs salaires : c'est moins que l'inflation, qui a déjà dépassé 10% en juillet ! La grève est suspendue mais les syndicats ont annoncé qu'elle allait reprendre. Pareil pour les plus de 100 000 postiers qui ont fait grève pour rejeter les misérables 2% proposés par la direction, comparés aux 450 millions d'euros empochés par les actionnaires.

A Édimbourg, en Ecosse, ce sont les éboueurs qui ont mené une grève qui leur a déjà permis d'obtenir une augmentation de 2300€ par an, soit 11% de leurs salaires.

Ces premiers mouvements, qu'ils soient couronnés de succès ou pas, ont encouragé l'ensemble des travailleurs anglais et, à la suite de votes massifs en faveur de la grève, les syndicats ont annoncé des mouvements chez les infirmières, les enseignants, les employés territoriaux et dans le secteur privé.

Liz Truss, la nouvelle première ministre, qui est une admiratrice de Boris Johnson, a dit que les travailleurs anglais devraient travailler plus dur. Elle a déjà leur réponse. Ils vont se battre plus durement contre sa politique.

Le Labour Party, qui est l'équivalent du parti socialiste en Angleterre, a une longue tradition de trahison des luttes. Sa direction refuse de soutenir les grèves – son dirigeant, Keith Starmer, a déclaré que c'était une question entre salariés et employeurs et que son parti n'avait pas à prendre position ; il a même interdit aux élus du parti de se montrer sur les piquets. Un certain nombre d'entre eux l'ont fait quand même et plus de 600 ont signé une lettre en faveur des grèves. Mais même s'il y a au sein du Labour une aile gauche, proche des syndicats, qui se montre plus proche des travailleurs, ce ne sont que des postures qui visent à ne pas se couper de leur base électorale dans les régions ouvrières. Ce ne sont pas eux qui vont faire sérieusement obstacle aux attaques de Liz Truss, en qui le patronat a trouvé une représentante offensive, que l'on compare déjà à la « dame de fer » Margaret Thatcher de triste mémoire.

Quant aux syndicats anglais, ils sont traditionnellement mous et corporatistes. Si aujourd'hui ils parlent d'unir les luttes et de synchroniser les mouvements, c'est sous la pression de la base. En pratique, ils continuent à ne pas le faire et les journées d'actions sont disséminées selon les secteurs. La raison en est que, comme les syndicats du continent, ils cherchent avant tout à se positionner comme interlocuteurs crédibles auprès du gouvernement et pas comme réels représentants des besoins des travailleurs.

C'est pour cela qu'en Grande Bretagne, comme ici, il est d'une urgence vitale que les travailleurs recréent leurs propres organisations, leurs propres partis, qui soient sous leur contrôle direct et qui se préoccupent en premier lieu d'organiser des luttes d'ensemble pour des revendications communes à tous : des emplois, des salaires, des services publics. Nous savons que ces revendications exigeront des luttes dures et que le patronat utilisera tous les moyens pour les contrer. Alors, il faudra aussi contester le pouvoir du patronat sur la société et à terme balayer le système capitaliste lui-même.

Après l'avoir lu, fais circuler ce bulletin

En bref... En bref... En bref... En bref... En bref...

Tous à la Monnaie le 21 pour une hausse générale des salaires !

Le préavis de grève pour la journée d'action a été déposé par les trois syndicats de la Stib. L'inflation atteint des records. La misère s'accroît. Nos salaires doivent augmenter. Soyons nombreux à nous rassembler place de la Monnaie le mercredi 21 septembre à 10h !

Au feu !

Depuis le mois de juin, il y a eu quinze "codes rouges" dans le métro. Dégagement de fumée, débuts d'incendie, etc. Certaines stations ont dû être évacuées.

Il manque de personnel, de matériel, de pièces détachées et l'entretien des rames et des voies est bâclé. Quant à la propreté des stations... Elle est trop souvent déplorable. La direction fait des économies sur tout. Il y a de plus en plus de risques d'accident grave !

Moins de coupés... mais toujours mal distribués

Depuis le 29 août, la direction a diminué le nombre de services coupés. Ce n'était évidemment pas gratuit puisqu'elle nous enlevait nos 7 minutes de caisse. Cependant, la majorité des coupés a été attribué au personnel en roulement ! C'est bien de diminuer ces services contraignants mais il faut que cela soit fait de manière équitable.

Les chauffeurs du TEC ont raison

Le dépôt TEC Mons Borinage est entré en grève le 1er septembre. Le sous-effectif est tel que la direction refuse de nombreuses demandes de congé des travailleurs.

C'est un problème général dans les entreprises ; d'ailleurs, nous le connaissons bien à la Stib. Une partie des économies se font au détriment de nos congés. Au prochain mouvement, il faudra s'y mettre tous ensemble.

Sagrex, une grève en béton

Les travailleurs de sept carrières wallonnes de l'entreprise Sagrex, spécialisée dans le béton, sont partis en grève ce lundi 29 août. Ils réclamaient une hausse de leurs indemnités de frais de déplacement professionnel à la suite de l'explosion du coût des carburants. Comme l'employeur ne voulait rien entendre, les grévistes ont poursuivi la lutte. Au bout d'une semaine, la direction a fini par céder, et c'est le moins qu'elle pouvait faire. En 2021, le groupe propriétaire de la société a distribué un milliard d'euros de bénéfices à ses actionnaires.

Les bienfaits de la digitalisation

Au gré des licenciements dans les services, il devient toujours plus nécessaire d'être « connecté ». Du bureau de chômage au cabinet médical, en passant par la gare ou la banque, trouver un guichet ouvert ou un humain au bout du fil revient à gratter un billet de Lotto. Pourtant, nombreux sont ceux qui n'ont pas d'ordinateur, de connexion internet ou qui éprouvent des difficultés à s'en servir. Les abonnements et le matériel informatique coûtent extrêmement cher ! Cette digitalisation qu'on nous vend comme une « simplification administrative » entraîne en fait l'exclusion de toute une partie de la population qui n'a pas les moyens de l'utiliser : la fracture numérique est une fracture... sociale. Au final, il faut reconnaître ce qu'elle est avant tout : un prétexte dont se servent les patrons pour licencier.

Non-accueil des réfugiés, politique délibérée

Il ne se passe pas une semaine sans que la politique d'accueil - ou plutôt de non-accueil - des réfugiés en Belgique ne fasse parler d'elle pour son incurie et son amateurisme. Et l'Etat belge n'est pas le seul à souffrir de ces maux. Aux Pays-Bas, 700 demandeurs d'asile sont contraints de dormir dans la rue et un bébé de trois mois est mort dans un centre surpeuplé ! Que des dizaines de candidats réfugiés se voient chaque jour privés de la moindre protection n'a rien d'une fatalité fortuite. C'est bien l'action délibérée d'un système avare et dégénéré.

Turquie, l'étau de l'inflation

La Turquie connaît une inflation galopante qui, d'après les statistiques officielles, atteint les 80%, un chiffre assurément sous-estimé. Les deux hausses de salaire décrétées depuis le début de l'année n'ont même pas compensé les précédentes envolées de prix. Les classes populaires sont écrasées par une politique délibérée de dévaluation monétaire ne profitant qu'aux banques et aux exportateurs. Face à la colère sourde qui gronde, Erdoğan n'a plus d'autres ficelles que de se répandre en diatribes martiales et de redoubler la répression contre les voix critiques.

Demandez le journal de **La lutte**. Nos camarades le vendent à la porte des dépôts.



facebook.com/lalutte.belgique



www.lalutte.org



contact@lalutte.org



0498/44 64 72